

Le programme « Fruits à l'école » chahuté

Faire des économies, quand on est un pouvoir public, c'est toujours intéressant, mais ça peut avoir des effets secondaires fâcheux. Par souci d'économies et d'une simplification du travail administratif, le gouvernement wallon s'apprête à réformer le programme «Fruits et légumes à l'école», mais les changements risquent d'être préjudiciables... aux petits producteurs wallons.

Le programme «Fruits et légumes à l'école» octroie, depuis 2009, une aide aux écoles qui distribuent gratuitement des fruits et des légumes aux élèves de maternelle et de primaire. « Pour l'année 2015-2016, le nombre d'élèves participant en Wallonie était de 127.708 et de 9.879 en Région Bruxelles-Capitale pour un total de 979 établissements inscrits », détaille le ministre wallon de l'Agriculture, René Collin. Mais voilà, il s'agit aussi d'un programme européen et l'Europe a annoncé un nouveau règlement. Et la Wallonie va modifier le système, ce qui inquiète les producteurs et les distributeurs wallons, qui s'en sont ouverts auprès des politiques. Notam-

ment Marc Tarabella, député européen.

STOCKAGE

Côté wallon, la députée PS Christie Morreale a écrit au ministre Collin pour relayer ces

inquiétudes. « *La réforme prévoit par exemple une modification des périodes de livraison qui seraient donc réparties sur 4 à 8 semaines au lieu de 30. Cette mesure conduirait à une augmentation automatique du volume des fruits livrés* », dit M^{me} Morreale.

C'est-à-dire qu'au lieu d'avoir une livraison chaque semaine de l'année scolaire (30), il n'y en aurait plus que 4 (ou 8) sur l'année.

« *Cette mesure exclurait des petits producteurs et des petits distributeurs wallons pour favoriser de plus grosses structures de production-distribution. En effet, les petits producteurs ne pourront pas répondre à la demande*

d'une si grosse quantité de marchandise dans un laps de temps si court. Par ailleurs, les écoles pourraient rencontrer des problèmes de stockage. Cette mesure menace l'économie locale en plein développement. »

C'est ce que dit aussi la PME Fresho, qui livre aujourd'hui environ la moitié des écoles participant au programme. Une PME qui déplore de ne pas avoir été consultée par la Région.

SANTÉ DES ENFANTS

Des petits producteurs, parfois bio, exclus au profit de grosses structures moins regardantes sur l'utilisation de pesticides, une filière wallonne mise en danger... Voilà qui devrait parler au ministre de l'Agriculture. Mais ce n'est pas tout. Christie Morreale s'inquiète aussi de la santé des enfants, alors que, rappelle-t-elle, « *seuls 12 % des Belges mangent la dose quotidienne recommandée de fruits et légumes. On estime que l'on passera de 4 à 12 fruits distribués au lieu de 30. Cette mesure semblerait également priver les enfants du maternel du programme fruits.* »

Dans le courrier qu'elle vient d'envoyer à René Collin, la députée PS demande donc au ministre de « *concerter le secteur agricole ainsi que les écoles et les distributeurs concernés.* » ●

B.J.